

Zeitschrift: bulletin.ch / Electrosuisse
Herausgeber: Electrosuisse
Band: 107 (2016)
Heft: 1

Rubrik: Electrosuisse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 30.11.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LED – die wahre Innovation der letzten Jahre



Bruno Ganz,
Geschäftsführer der
Energie Pool Schweiz
AG, Präsident der
ITG / Electrosuisse

Weihnachten – das Fest des Lichtes und der Liebe – ist schon wieder Vergangenheit. Ist Ihnen auch aufgefallen, dass die Lichtervielfalt von Jahr zu Jahr schöner und grösser wird? Rote, grüne, blaue, blinkende, farbändernde Lichtquellen, die LEDs erhellen die langen Winterabende auf farbenfrohe Weise.

Die Entwicklung der LED-Technologie ist in den letzten fünf Jahren fulminant vorangeschritten. Eine grössere Lichtausbeute, alle Farben und unterschiedlichste Bauformen sind nur drei Attribute, die zu dieser rasanten Entwicklung beigetragen haben. Das Lichtdesign in Gebäuden und im Freien hat einen neuen Stellenwert erlangt. Mit den vielen Möglichkeiten der Integration der LED-Beleuchtung können Stimmungen fast nach Belieben erzeugt werden. Wenn es darum geht, ein gutes Raumgefühl zu schaffen, gewinnt parallel zur eigentlichen Gestaltung des Raumes die Beleuchtung zunehmend an Bedeutung.

Beim letzten LED-Forum, das wir von Electrosuisse übrigens demnächst wieder veranstalten, ist mir in der begleitenden Ausstellung erst so richtig bewusst geworden, welche Innovationen die LED-Technologie für viele Firmen, auch kleine KMU, ausgelöst hat. Da wurden Leuchtmittel vorgestellt, die mit der herkömmlichen Glühlampe nie entstanden wären.

Aber eine der wichtigsten Eigenschaften der LED ist der sehr kleine Energieverbrauch, verglichen mit der Glühlampe. Vor zehn Jahren brauchte die Beleuchtung etwa 10% des gesamten Schweizer Stromverbrauchs. Mit der LED können wir diesen Stromverbrauch auf 1 bis 2% reduzieren. Diese Einsparung entspricht der Produktion des AKW Beznau. Es ist kaum zu glauben, dass wir ein AKW nur für die Beleuchtung der Schweiz benötigt hätten.

Ich bin gespannt, wie sich die LED-Beleuchtung weiterentwickeln wird. Durch sie profitieren wir nicht nur von ungeahnten Möglichkeiten, sondern können gleichzeitig unsere energetischen Ressourcen schonen. Das ist wirklich eine Innovation, die diesen Namen verdient!

Les LED : la vraie innovation de ces dernières années

Bruno Ganz,
Directeur d'Énergie
Pool Schweiz AG,
Président de
l'ITG / Electrosuisse

Noël, fête de la lumière et de l'amour, appartient à nouveau déjà au passé. Avez-vous également remarqué que la diversité des lumières croît et s'embellit d'année en année? Sources lumineuses rouges, vertes, bleues, clignotantes, changeant de couleur, les LED illuminent et égaient de leurs couleurs les longues soirées d'hiver.

L'évolution de la technologie LED a connu une progression fulgurante au cours de ces cinq dernières années. Une meilleure efficacité lumineuse, la disponibilité de toutes les couleurs et une réalisation sous les formes les plus variées ne sont que trois des attributs qui ont contribué à ce développement si rapide. Le design de l'éclairage dans les bâtiments et en extérieur a acquis un nouveau statut. Les nombreuses possibilités d'intégration de l'éclairage LED permettent de produire pratiquement tous les types d'ambiance souhaités. Lorsqu'il s'agit de créer une sensation d'espace agréable, l'éclairage gagne de plus en plus en importance, et ce, parallèlement à l'aménagement à proprement dit de la pièce.

Lors du dernier Forum LED, dont la prochaine édition organisée à nouveau par notre association Electrosuisse

aura lieu d'ici peu, j'ai réellement pris conscience en visitant l'exposition d'accompagnement des innovations que la technologie LED a suscitées pour de nombreuses sociétés, PME comprises. Des luminaires qui n'auraient jamais vu le jour avec la lampe à incandescence conventionnelle y étaient en effet présents.

Mais l'une des propriétés essentielles des LED réside dans leur très faible consommation énergétique au regard de celle de la lampe à incandescence. Il y a 10 ans, l'éclairage était à l'origine d'environ 10% de la consommation totale d'électricité en Suisse. Les LED permettent désormais de réduire cette valeur à un pourcentage compris entre 1 et 2%. Une telle économie équivaut à la production de la centrale nucléaire de Beznau. Il est difficile à croire que nous ayons eu besoin d'une centrale nucléaire uniquement afin de couvrir les besoins en éclairage de la Suisse.

Je suis curieux de voir comment l'éclairage LED va poursuivre son évolution. Il nous permet non seulement de bénéficier de possibilités insoupçonnées, mais aussi de préserver simultanément nos ressources énergétiques. Il s'agit vraiment d'une innovation digne de ce nom!

Electrosuisse reprend les activités de l'association E'mobile

La reprise des activités de l'association E'mobile, désormais gérée par Electrosuisse en tant que « Société spécialisée E'mobile », a eu lieu le 1^{er} janvier 2016.

E'mobile est en Suisse l'organisation spécialisée, neutre du point de vue de la technologie et des marques, pour les véhicules efficaces tels que les voitures électriques, hybrides et à gaz naturel/biogaz. Grâce à sa fonction de plaque tournante, E'mobile contribue à ce que la branche automobile, les prestataires d'infrastructure, les fournisseurs d'énergie et les auto-rités collaborent plus étroitement.

Electrosuisse et E'mobile travaillent ensemble depuis bien des années déjà. Il existe en effet de nombreuses interfaces depuis que des voitures électriques sont proposées en grandes séries et que l'infrastructure de recharge pour ces véhicules est devenue un thème important. E'mobile veut se consacrer désormais davantage à l'information, au conseil et à ses pro-

jets liés aux voitures efficaces, ainsi que s'implanter plus fortement au sein de la branche de l'électricité et de l'énergie.

Les compétences complémentaires dans ces domaines des deux parties ont convaincu ces dernières qu'un regroupement des activités était un pas logique et offrait de nouvelles perspectives commerciales. Grâce à ce pas stratégique, Electrosuisse élargit son portefeuille de produits pour ses membres, clients et partenaires. CHE

Première installation certifiée avec le « Swiss PV Label »

Le 11 décembre dernier, la coopérative SolarRafz a obtenu le label de qualité « Swiss PV Label » d'Electrosuisse. Elle dispose ainsi d'un certificat de conformité et de sécurité pour sa toute nouvelle installation photovoltaïque, des modules individuels à l'interrupteur général.

Située sur le toit de la Saalsporthalle Rafz, celle-ci est composée de 636 panneaux totalisant une surface d'environ 1000 m². Elle produit 150 000 kWh d'énergie par an, ce qui couvre les besoins en électricité de quelque 40 ménages de quatre personnes.

La norme européenne IEC 62446 pour les systèmes photovoltaïques connectés au réseau électrique a servi de base au « Swiss PV Label ». De plus, certaines exigences nationales spécifiques, telles que les normes NIBT 2015 pour les installations à basse tension et la CEM (compatibilité électromagnétique) ou les dispositions concernant la protection

contre le vent, les surcharges de neige, la grêle et les incendies, sont prises en compte pour la certification. Ces dernières sont extrêmement importantes pour la durée de vie des installations PV en Suisse.

En cas de panne survenant dans de grandes installations connectées au réseau électrique, ce sont non seulement les utilisateurs, mais aussi les entreprises électriques, les investisseurs et les assurances qui perdent inutilement beaucoup

d'argent. Avec une installation solaire qui porte le label « Swiss PV Label », de tels problèmes sont évités. La nouvelle certification doit par ailleurs également contribuer à imposer sur un marché du solaire relativement jeune et dynamique des standards de qualité contraignants, comparables à ceux existants déjà pour les sondes géothermiques et les pompes à chaleur. CHE

Informations complémentaires sur le « Swiss PV Label » sous : www.electrosuisse.ch/pv-label



obs/Electrosuisse

L'installation photovoltaïque située sur le toit de la Saalsporthalle de Rafz est la première à avoir obtenu le « Swiss PV Label » d'Electrosuisse.

Remise des Prix RIE 2015

Depuis 2012, afin de promouvoir les métiers et la formation des ingénieurs dans le secteur de l'énergie, l'Association RIE (Recherche et innovation énergétique) décerne chaque année un prix attribuable à deux catégories d'apprenti/étudiant ayant présenté un projet en relation avec la production, la distribution ou l'utilisation de l'énergie et qui se distingue par son originalité, sa qualité, ainsi que sa présentation.

Cette année, trois prix ont été remis le 25 novembre lors de l'assemblée générale de l'association. Dans la première catégorie, deux prix de CHF 750 ont été attribués, d'une part à Lise Favre et, d'autre

part, à Adrien Gross, pour leurs travaux de maturité réalisés au Collège Saint-Michel de Fribourg. Dans la seconde catégorie, un prix de CHF 1500 a été attribué à Idelette Floret de la HES-SO Genève pour son travail de Master of science in engineering « Analyse des procédures d'appels d'offres pour la mise en œuvre de contrats de performance énergétique ».

RIE félicite ces trois lauréats et encourage tous les étudiants qui réalisent un travail final (maturité, CFC, bachelor ou master) dans le domaine de l'énergie à postuler pour le prix RIE 2016. CHE

Pour de plus amples informations : www.association-rie.ch



Laurent Bronchi

Les lauréats du Prix RIE 2015 : (de g. à d.) Idelette Floret, Adrien Gross et Lise Favre.

Schweizer leitet Personen-Zertifizierungsgremium der IECEx

Am 1. Januar 2016 hat der Vorsitzende des TK 31, Peter Thurnherr, CEO der Thuba AG, den Vorsitz für das ExPCC-System übernommen. Er ist damit zugleich Mitglied des IECEx Executive Board. Die Aufgaben bestehen in einer weiteren Vereinheitlichung der Personenprüfungen, damit die nationalen Zertifikate des ExPCC-Systems vergleichbarer werden. Dies kann nur mit einer zentralen Datenbank für die Erstellung der Fragebogen erreicht werden. Ebenso wichtig ist die Trennung zwischen Schulung und Zertifizierung.

Die Kandidaten können sich in zehn Fachbereichen zertifizieren lassen. Kandidaten, welche die Prüfungen bestehen, erhalten neben dem Zertifikat einen Ausweis mit Foto im Kreditkartenformat. Die Zertifizierung muss alle drei Jahre erneuert werden.

Das grösste Interesse für das ExPCC-System besteht in Ländern, die ein im Vergleich zur Schweiz anderes Berufsausbildungssystem haben. Diverse Normen im Bereich von Installationen, Prüfungen, Instandhaltungen und Reparaturen von Geräten in explosionsgefährdeten Bereichen verlangen bereits Nachweise über die Ausbildung der involvierten Personen.

Es dürfte daher eine Frage der Zeit sein, bis auch in Europa in allen Bereichen des Explosionsschutzes nur noch zertifizierte Personen arbeiten können.

Explosionssgeschützte Geräte werden weltweit mit Zulassungen in Verkehr gebracht. Während in Europa für die Inverkehrbringung der Geräte die Richtlinie 94/9/EG angewandt werden muss, wird ausserhalb von Europa mehr und mehr dem IECEx-System vertraut. Der Vorteil der IECEx-Bescheinigung liegt in standardisierten Prozessen, welche sich an den Normenserien EN 60079 und EN ISO/IEC 80079 orientieren. Dies erlaubt auch in Ländern mit nationalen Zulassungen wie beispielsweise Kanada, Russland, Korea, Japan, Brasilien oder Südafrika die uneingeschränkte Übernahme der Prüfergebnisse einer ExCB-Prüfstelle für die Ausstellung einer nationalen Bescheinigung. Mit der zunehmenden Akzeptanz des IECEx-Systems wurden neben den Geräten auch Zertifizierungen für Dienstleistungen und Personen standardisiert. Mit der stetig steigenden Komplexität bei explosionsgeschützten Anlagen wurden auch Forderungen durch die Betreiber gestellt, Personen nach international gültigen

Spielregeln zu zertifizieren. Dies führte zur Gründung von vier Arbeitsgruppen:

- WG 1: Regeln für die Erlangung des Zertifikats für Kandidaten und Prüfstellen,
- WG 2: Kompetenzen eingeteilt in zehn Fachbereiche,
- WG 3: Datenbank mit Fragen für die Personenzertifizierung,
- WG 4: Zertifizierte Trainingsorganisationen.

Peter Thurnherr, Vorsitzender TK31



Peter Thurnherr.

z/vg

Normenentwürfe und Normen

Bekanntgabe

Unter www.electrosuisse.ch/normen werden alle Normenentwürfe, die neuen durch die Cenelec angenommenen Normen, die neuen Schweizer Normen sowie die ersatzlos zurückgezogenen Normen offiziell bekannt gegeben.

Stellungnahme

Im Hinblick auf eine spätere Übernahme in das Schweizer Normenwerk werden Entwürfe zur Stellungnahme ausgeschrieben. Alle an der Materie Interessierten sind eingeladen, diese Entwürfe zu prüfen und Stellungnahmen dazu schriftlich an folgende Adresse einzureichen: Electrosuisse, CES, Luppenstrasse 1, Postfach 269,

CH-8320 Fehraltorf, bzw. ces@electrosuisse.ch. Der zu beachtende Einsprachetermin ist bei der jeweiligen Norm angegeben.

Erwerb

Die ausgeschrieben Entwürfe (im Normenshop nicht aufgeführt) können gegen Kostenbeteiligung bei Electrosuisse, Normenverkauf, Luppenstrasse 1, Postfach 269, CH-8320 Fehraltorf, Tel. 044 956 11 65, Fax 044 956 14 01, bzw. normenverkauf@electrosuisse.ch bezogen werden. Weitere Informationen über EN- und IEC-Normen gibt es unter www.normenshop.ch, wo auch alle geltenden Normen der Elektrotechnik gekauft werden können.

Projets et normes

Announce

La page Web www.electrosuisse.ch/normes annonce officiellement tous les projets de normes, les nouvelles normes acceptées par le Cenelec, les nouvelles normes suisses, ainsi que les normes retirées sans substitution.

Prise de position

Les projets sont soumis pour avis dans l'optique d'une reprise ultérieure dans le corpus de normes suisses. Toutes les personnes intéressées par cette question sont invitées à vérifier ces projets et à soumettre leurs avis par écrit à l'adresse suivante: Electrosuisse, CES, Luppenstrasse 1, Postfach 269, CH-8320 Fehraltorf ou

ces@electrosuisse.ch. Le délai d'opposition à respecter est indiqué dans la norme correspondante.

Acquisition

Les projets soumis (non listés dans la rubrique Normes de la boutique) peuvent être obtenus moyennant une participation aux frais auprès d'Electrosuisse, Normenverkauf, Luppenstrasse 1, Postfach 269, CH-8320 Fehraltorf, tél. 044 956 11 65, fax 044 956 14 01 ou à l'adresse électronique suivante: normenverkauf@electrosuisse.ch. De plus amples informations sur les normes EN et CEI sont disponibles sur le site Web www.normenshop.ch. Il est également possible d'y acquérir l'intégralité des normes électrotechniques en vigueur.



Daniel Otti zum neuen Geschäftsführer ESTI ernannt



Daniel Otti

Fehraltorf – Daniel Otti (42) übernahm am 1. Dezember 2015 die Leitung des Eidgenössischen Starkstrominspek-

torats ESTI. Er löste damit den langjährigen Geschäftsführer Dario Marty ab, welcher vorzeitig in Pension geht.

Daniel Otti arbeitete in den vergangenen 15 Jahren in unterschiedlichen Funktionen und an verschiedenen weltweiten Standorten in der Privatindustrie, zuletzt als Lead Engineer für elektrische Anlagen für Holcim Technology Ltd. Nach der obligatorischen Schulzeit und der Matura in Bern, absolvierte er erfolgreich das Studium der Elektrotechnik an der Eidgenössischen Technischen Hochschule (ETH) in Zürich. Zusätzlich besitzt er ein Executive MBA in General Management der Hochschule St.Gallen (HSG). Daniel Otti wohnt in Zürich, ist verheiratet und Vater von zwei Kindern.

«Ich freue mich sehr auf die neuen Aufgaben und die Zusammenarbeit mit den Kolleginnen und Kollegen des

ESTI», sagt Daniel Otti. «Für die Zukunft haben wir uns hohe Ziele gesetzt und wir wollen primär unseren Service und unsere Qualitätsstandards weiter in Richtung einer modernen, effizienten und kompetenten Fachstelle des Departements UVEK optimieren.»

Kontakt

Hauptsitz

Eidgenössisches Starkstrominspektorat ESTI
Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
Tel. 044 956 12 12, Fax 044 956 12 22
info@esti.admin.ch, www.esti.admin.ch

Niederlassung

Eidgenössisches Starkstrominspektorat ESTI
Route de Montena 75, 1728 Rossens
Tel. 021 311 52 17, Fax 021 323 54 59
info@esti.admin.ch, www.esti.admin.ch

Daniel Otti nommé nouveau directeur de l'ESTI

Fehraltorf – Daniel Otti (42) a repris au 1^{er} décembre 2015 la direction de l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI. Il remplace ainsi le directeur de longue date Dario Marty qui a pris une retraite anticipée.

Daniel Otti a occupé pendant les 15 dernières années différentes fonctions sur de multiples sites mondiaux dans l'industrie privée, en dernier lieu en tant

que Lead Engineer pour installations électriques chez Holcim Technology Ltd. À l'issue de la scolarité obligatoire et de la maturité à Berne, il a suivi avec succès des études d'électrotechnique à l'École polytechnique fédérale (ETH) de Zurich. Il est également titulaire d'un Executive MBA in General Management de l'Université de Saint-Gall (HSG). Daniel Otti habite à Zurich, il est marié et père de

deux enfants. «Je me réjouis beaucoup de relever ce défi en collaboration avec les collègues de l'ESTI», déclare Daniel Otti. «Nous nous sommes fixé des objectifs ambitieux pour l'avenir et voulons en premier lieu optimiser nos services et nos standards de qualité encore plus en direction d'un service spécialisé du département DETEC moderne, efficace et compétent.»

Daniel Otti è stato nominato nuovo direttore dell'ESTI

Fehraltorf – Il 1° dicembre 2015 Daniel Otti (42) ha assunto la direzione dell'Ispettorato federale degli impianti a corrente forte ESTI. Ha sostituito Dario Marty, direttore di lunga data, che andrà in pensione prematuramente.

Negli ultimi 15 anni Daniel Otti ha lavorato in funzioni diverse e in diverse località in tutto il mondo nel settore privato, da ultimo come Lead Engineer per

impianti elettrici per Holcim Technology Ltd. Dopo la scuola dell'obbligo e la maturità a Berna, ha completato con successo lo studio di elettrotecnica presso la Scuola politecnica federale (SPF) di Zurigo. Inoltre è titolare di un diploma di Executive MBA in General Management dell'Università di San Gallo (USG). Daniel Otti vive a Zurigo, è sposato e padre di due figli.

«Mi rallegro per i nuovi compiti e la collaborazione con i colleghi dell'ESTI», afferma Daniel Otti. «Per il futuro ci siamo posti obiettivi ambiziosi e vogliamo soprattutto ottimizzare ulteriormente il nostro servizio e i nostri standard di qualità al fine di costituire un organismo moderno, efficiente e competente del Dipartimento DA-TEC.»



Periodischer Sicherheitsnachweis von Inhabern einer Bewilligung für innerbetriebliche Installationsarbeiten

Gemäss Art. 36 Abs. 2 der Verordnung über elektrische Niederspannungsinstallationen (NIV; SR 734.27) in Verbindung mit Ziff. 1 Bst. a Nr. 8 Anhang NIV fordert das Eidgenössische Starkstrominspektorat ESTI die Inhaber einer Bewilligung für innerbetriebliche Installationsarbeiten (Art. 13 NIV) jährlich auf, den Sicherheitsnachweis einzureichen. Dieser Nachweis ist kein formeller Nachweis im Sinne von Art. 37 NIV, sondern die Bescheinigung einer akkreditierten Inspektionsstelle, wonach die in der Bewilligung für innerbetriebliche Installationsarbeiten aufgeführte Person die erforderlichen Qualifikationen besitzt, um ihre Tätigkeit korrekt ausüben zu können.

Aufgrund einer Ausnahmewilligung des Eidgenössischen Departements für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation UVEK vom 21. September 2015, die sich auf Art. 1 Abs. 4 NIV stützt, fordert das ESTI die Bewilligungsinhaber neu nicht mehr jährlich, sondern alle drei Jahre auf, einen Sicherheitsnachweis einzureichen.

Weniger Administration

Der neue Aufforderungsrhythmus bedeutet für das ESTI und letztlich auch die Bewilligungsinhaber eine spürbare Verringerung des administrativen Aufwands.

Die Verfügung des UVEK gilt bis zu ihrem Widerruf oder bis zum Inkrafttreten der überarbeiteten NIV.

Der vollständige Text der Verfügung mit den Erwägungen kann unter www.bfe.admin.ch > Dokumentation > Rechtsgrundlagen des Bundes > Energie-recht > Elektrizität > Dokumente zum Thema eingesehen werden.

Sicherheit nicht beeinträchtigt

Von der Verfügung des UVEK nicht betroffen ist die jährliche (stichprobenweise) Kontrolle der vom Bewilligungsinhaber ausgeführten Arbeiten durch eine akkreditierte Inspektionsstelle (vgl. Art. 32 Abs. 2 Bst. b sowie Abs. 3 und 4 NIV in Verbindung mit Ziff. 1 Bst. a Nr. 8 Anhang NIV). Diese Kontrolle findet weiterhin statt. Auch an der Pflicht des Bewilligungsinhabers, dafür zu sorgen, dass

die berufsbegleitende fachliche Betreuung der eingesetzten Betriebsangehörigen durch eine akkreditierte Inspektionsstelle ununterbrochen gewährleistet ist, ändert sich nichts (vgl. Art. 13 Abs. 4 NIV). Es geht einzig darum, das ESTI von einem grossen, jährlich wiederkehrenden administrativen Aufwand zu entlasten. Die Sicherheit der elektrischen Niederspannungsinstallationen wird dadurch nicht beeinträchtigt.

Daniel Otti, Geschäftsführer

Kontakt

Hauptsitz

Eidgenössisches Starkstrominspektorat ESTI
Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
Tel. 044 956 12 12, Fax 044 956 12 22
info@esti.admin.ch, www.esti.admin.ch

Niederlassung

Eidgenössisches Starkstrominspektorat ESTI
Route de Montena 75, 1728 Rossens
Tel. 021 311 52 17, Fax 021 323 54 59
info@esti.admin.ch, www.esti.admin.ch

Rapport de sécurité périodique de titulaires de l'autorisation pour les travaux d'installation effectués à l'intérieur d'une entreprise

En vertu de l'art. 36, al. 2 de l'ordonnance sur les installations électriques à basse tension (OIBT ; RS 734.27) en relation avec ch. 1, let. a, no. 8 de l'annexe OIBT, l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI invite chaque année les titulaires de l'autorisation pour les travaux d'installation effectués à l'intérieur d'une entreprise (art. 13 OIBT) à remettre le rapport de sécurité. Ce rapport n'est pas un rapport formel dans le sens de l'art. 37 OIBT, mais le certificat d'un organisme d'inspection accrédité selon lequel la personne mentionnée dans l'autorisation pour les travaux d'installation effectués à l'intérieur d'une entreprise a les qualités requises pour exercer correctement son activité.

Selon une autorisation exceptionnelle du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC du 21 septembre 2015 qui se base sur l'art. 1, al. 4 OIBT, l'ESTI, désormais, n'invite plus chaque année, mais tous les trois ans à envoyer un rapport de sécurité.

Moins d'administration

Le nouveau rythme d'invitation signifie pour l'ESTI et finalement aussi pour le titulaire de l'autorisation une réduction tangible du travail administratif.

La décision du DETEC est valable jusqu'à sa révocation ou jusqu'à l'entrée en vigueur de l'OIBT remaniée.

Il est possible de consulter le texte complet de la décision avec les considérants sous www.bfe.admin.ch > Documentation > Bases légales de la politique fédérale > Législation sur l'énergie > Electricité > Document sur ce thème.

Sécurité non compromise

N'est pas concerné par la décision du DETEC le contrôle annuel (par sondage) des travaux exécutés par le titulaire de l'autorisation par un organisme d'inspection accrédité (cf. art. 32, al. 2, let. b ainsi que al. 3 et 4 OIBT en relation avec ch. 1, let. a no. 8 de l'annexe OIBT). Ce contrôle existe toujours. Rien de changé non plus quant à l'obligation du titulaire de l'autorisation de faire en

sorte que le suivi technique en emploi du personnel par un organisme d'inspection accrédité soit assuré sans interruption (cf. art. 13, al. 4 OIBT). Il s'agit uniquement de décharger l'ESTI d'un grand travail annuel récurrent. La sécurité des installations électriques à basse tension n'en est pas pour autant compromise.

Daniel Otti, directeur

Contact

Siège

Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI
Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
Tél. 044 956 12 12, fax 044 956 12 22
info@esti.admin.ch, www.esti.admin.ch

Succursale

Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI
Route de Montena 75, 1728 Rossens
Tél. 021 311 52 17, fax 021 323 54 59
info@esti.admin.ch, www.esti.admin.ch



Rapporto periodico di sicurezza di titolari di un'autorizzazione per lavori d'installazione all'interno di un'impresa

Conformemente all'art. 36 cpv. 2 dell'ordinanza sugli impianti elettrici a bassa tensione (OIBT; RS 734.27) in combinazione con la cifra 1 lett. a n. 8 dell'allegato all'OIBT l'Ispettorato federale degli impianti a corrente forte ESTI sollecita ogni anno i titolari di un'autorizzazione per lavori d'installazione all'interno di un'impresa a presentare il rapporto di sicurezza (art. 13 OIBT). Questo rapporto non è una prova formale ai sensi dell'art. 37 OIBT, bensì l'attestazione di un servizio d'ispezione accreditato, secondo cui la persona indicata nell'autorizzazione per lavori d'installazione all'interno di un'impresa possiede le qualifiche necessarie per poter svolgere correttamente la propria attività.

In virtù di un'autorizzazione eccezionale del Dipartimento federale dell'ambiente, dei trasporti, dell'energia e delle comunicazioni DATEC del 21 settembre 2015 basata sull'art. 1 cpv. 4 OIBT, d'ora in poi l'ESTI non solleciterà più i titolari dell'autorizzazione a presentare il rapporto di sicurezza ogni anno, ma ogni tre anni.

Meno amministrazione

Il nuovo ritmo di sollecito significa per l'ESTI e, in definitiva, anche per i titolari dell'autorizzazione una riduzione percettibile degli oneri amministrativi.

La decisione del DATEC è valida fino alla sua revoca o fino all'entrata in vigore dell'OIBT rielaborata.

Il testo completo della decisione con le rispettive considerazioni può essere consultato nel sito www.bfe.admin.ch > Documentazione > Basi legali della Confederazione > Diritto in materia di energia > Elettricità > Documenti utili.

Sicurezza non compromessa

La decisione del DATEC non riguarda il controllo annuale (mediante campionatura) da parte di un servizio d'ispezione accreditato dei lavori eseguiti dal titolare dell'autorizzazione (cfr. art. 32 cpv. 2 lett. b e cpv. 3 e 4 OIBT in combinazione con la cifra 1 lett. a n. 8 dell'allegato all'OIBT). Questo controllo continuerà ad essere effettuato. Nulla è cambiato anche riguardo all'obbligo del titolare dell'autorizzazione di provvedere

affinché sia sempre garantita l'assistenza tecnica professionale dei dipendenti impiegati nell'azienda da parte di un servizio d'ispezione accreditato (cfr. art. 13 cpv. 4 OIBT). Si tratta unicamente di sgravare l'ESTI da un grande onere amministrativo, ricorrente ogni anno. Di conseguenza, la sicurezza degli impianti elettrici a bassa tensione non è pregiudicata.

Daniel Otti, direttore

Contatto

Sede centrale

Ispettorato federale degli impianti a corrente forte ESTI
Luppenstrasse 1, 8320 Fehraltorf
Tel. 044 956 12 12, fax 044 956 12 22
info@esti.admin.ch, www.esti.admin.ch

Succursale

Ispettorato federale degli impianti a corrente forte ESTI
Route de Montena 75, 1728 Rossens
Tel. 021 311 52 17, fax 021 323 54 59
info@esti.admin.ch, www.esti.admin.ch

Anzeige

Durch und durch sicher.

Ausgereifte elektrische Produkte stehen für technische Errungenschaft, Erleichterung und Komfort. Das Sicherheitszeichen  des Eidgenössischen Starkstrominspektorats ESTI steht für elektrische Sicherheit. Das  dokumentiert die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften, welche durch Prüfung und Marktüberwachung sichergestellt werden.

Infos finden Sie unter www.esti.admin.ch



ist das Label für nachgewiesene Sicherheit. Sichere Produkte sind gekennzeichnet.





Gebühren für die Tätigkeiten des Eidgenössischen Starkstrominspektorats ESTI ab 1. Januar 2016

Gebühren für die Genehmigung von Planvorlagen – weitere Reduktion

Die Gebühren für die Genehmigung von Planvorlagen sind in Art. 8 Abs. 1 der Verordnung über das Eidgenössische Starkstrominspektorat (VESTI; SR 734.24) festgelegt. Sie setzen sich zusammen aus einer Grundgebühr und einem vom Wert der zu genehmigenden Anlage abhängigen Zuschlag. In dieser Gebühr ist die Abnahmekontrolle eingeschlossen (Art. 8 Abs. 2 VESTI).

Gemäss Art. 8 Abs. 2^{bis} VESTI reduziert das Inspektorat die Gebühr nach

Absatz 1, wenn sich zeigt, dass die Gebühreneinnahmen den Aufwand für die Bearbeitung der Plangenehmigungsgesuche übersteigen. Gestützt auf diese Bestimmung lagen die Gebühren für die Genehmigung von Planvorlagen seit dem 1. Januar 2014 10% unter den in Art. 8 Abs. 1 VESTI festgelegten Gebühren.

Mit Wirkung ab 1. Januar 2016 werden die Gebühren um weitere 3% gesenkt, da die Voraussetzung von Art. 8 Abs. 2 VESTI nach wie vor erfüllt ist. Für Planvorlagen, die vor diesem Datum eingereicht worden sind, aber erst nach dem Jahreswechsel genehmigt werden, gilt

bereits die abermals reduzierte Gebühr (total minus 13% gegenüber der in Art. 8 Abs. 1 VESTI festgelegten Gebühr).

Gebühren für die übrigen Tätigkeiten des ESTI

Die Gebühren für die übrigen Tätigkeiten des ESTI (Anlagenkontrollen, Erteilung von Installations- und Kontrollbewilligungen, Bewilligungen Sicherheitszeichen etc.), gültig ab 1. Januar 2016, sind ab Ende Dezember 2015 im Internet veröffentlicht (www.esti.admin.ch > Dokumentation > Gebühren).

Daniel Otti, Geschäftsführer

Émoluments pour les activités de l'Inspection fédérale des installations à courant fort ESTI à partir du 1^{er} janvier 2016

Émoluments pour l'approbation des plans – réduction supplémentaire

Les émoluments pour l'approbation des plans sont fixés dans l'art. 8, al. 1 de l'ordonnance sur l'Inspection fédérale des installations à courant fort (OESTI; RS 734.24). Ils se composent d'un émolument de base et d'un supplément calculé en fonction de la valeur de l'installation à approuver. L'émolument couvre le contrôle de reprise (art. 8, al. 2 OESTI).

Selon l'art. 8, al. 2^{bis} OESTI, l'Inspection réduit les émoluments visés à l'al. 1

s'il apparaît que les recettes provenant de ces émoluments sont supérieures aux frais de traitement des demandes d'approbation des plans. Sur la base de cette disposition, les émoluments pour l'approbation des plans se situaient depuis le 1^{er} janvier 2014 10% sous les émoluments prévus dans l'art. 8, al. 2 OESTI.

Avec effet au 1^{er} janvier 2016, les émoluments sont réduits de 3% supplémentaire car la condition de l'art. 8, al. 2^{bis} OESTI est toujours remplie. Pour les plans soumis avant cette date mais approuvés après le changement d'année, l'émolument

encore une fois réduit sera facturé (au total moins 13% par rapport à l'émolument fixé dans l'art. 8, al. 1 OESTI).

Émoluments pour les autres activités de l'ESTI

Les émoluments pour les autres activités de l'ESTI (contrôles des installations, octroi d'autorisations d'installer et de contrôler, autorisations signe de sécurité, etc.), valables à partir du 1^{er} janvier 2016, sont publiés à partir de fin décembre 2015 sur Internet (www.esti.admin.ch > Documentation > Emoluments). Daniel Otti, directeur

Emolumenti per le attività dell'Ispettorato federale degli impianti a corrente forte ESTI valide a partire dal 1° gennaio 2016

Emolumenti per l'approvazione di progetti – riduzione supplementare

Gli emolumenti per l'approvazione di progetti sono definiti nell'art. 8 cpv. 1 dell'ordinanza sull'Ispettorato federale degli impianti a corrente forte (OESTI; RS 734.24). Essi sono composti di un emolumento di base e di un supplemento che dipende dal valore dell'impianto da approvare. Questo emolumento è comprensivo del collaudo (art. 8 cpv. 2 OESTI).

Secondo all'art. 8 cpv. 2bis OESTI l'Ispettorato riduce gli emolumenti di cui al capoverso 1, se risulta che le entrate deri-

vanti dagli emolumenti riscossi sono superiori al dispendio causato dal trattamento delle domande di approvazione dei progetti. Tenendo conto di questa disposizione, già dal 1° gennaio 2014 gli emolumenti per l'approvazione dei piani sono stati fissati al 10% al di sotto degli emolumenti previsti dall'art. 8 cpv. 1 OESTI.

Con effetto dal 1° gennaio 2016 l'ESTI riduce ancora gli emolumenti del 3% per l'approvazione di progetti poiché il requisito dell'art. 8 cpv. 2bis OESTI resta soddisfatto. Per i progetti inoltrati prima di questa data, ma che saranno approvati solo dopo l'inizio del nuovo anno, vale già

l'emolumento ridotto (in totale meno il 13% rispetto all'emolumento fissato nell'art. 8 cpv. 1 OESTI).

Emolumenti per le altre attività dell'ESTI

Gli emolumenti per le altre attività dell'ESTI (controlli degli impianti, rilascio di autorizzazioni d'installazione e di controllo, autorizzazioni contrassegno per sicurezza ecc.), validi dal 1° gennaio 2016, saranno pubblicati su Internet dalla fine di dicembre 2015 (www.esti.admin.ch > Documentazione > Emolumenti). Daniel Otti, direttore